
Tombeau pour Charles Tilly
Répertoires, performances et stratégies d'action

Olivier Fillieule

À parcourir la presse quotidienne des pays occidentaux, l'on est frappé par l'extraordinaire inventivité des contestataires dans les tactiques qu'ils déploient pour se faire entendre ; mais aussi par le recours récurrent à certaines formes d'action, au premier rang desquelles la grève et la manifestation. Et malgré le caractère parfois dramatique des luttes engagées, dans l'immense majorité des cas, les interactions entre manifestants et force de l'ordre sur le terrain se déroulent selon des schémas largement ritualisés dans lesquels la violence est la plupart du temps contenue.

Comment dès lors rendre compte de ce mélange entre improvisation et continuité, affrontement ouvert et ritualisation des échanges ? La sociologie des mobilisations s'est beaucoup penchée sur ces questions, d'abord avec l'école du comportement collectif dans une perspective écologique attentive à l'observation phénoménologique des logiques de la foule puis, avec le développement de la mobilisation des ressources, dans une perspective structuraliste interprétant les conduites en termes de contraintes structurales plutôt qu'en termes de buts individuels et volontaristes. Au cœur de ces dernières recherches, l'on trouve le concept forgé par Charles Tilly de répertoire, lequel exprime l'idée selon laquelle « en un temps et en un lieu donné, les gens apprennent un nombre limité de moyens pour se faire entendre et s'y cantonnent le plus souvent. Ces modes d'action évoluent lentement sous l'effet de l'expérience accumulée et des contraintes extérieures. Mais dans le temps court, ces contraintes limitent les choix disponibles pour les contestataires potentiels » [Tilly, 2008, p. 4-5].

Cette définition, que Tilly propose dans son livre testament paru après son décès en avril 2008, résume en quelques mots l'un des apports majeurs et toujours actuel de la sociologie contemporaine des

mouvements sociaux. C'est en hommage aussi bien à l'éminent collègue qu'à son œuvre qu'est dédié ce « tombeau », pour utiliser un terme que les amateurs de musique baroque reconnaîtront pour autre chose qu'une évocation funèbre.

La conception des répertoires développés par Tilly et ses méthodes de collecte et d'analyse ont durablement marqué la discipline, ce qui justifie que l'on en expose les fondements en détail [voir également Offerlé, 2008 ; Tarrow, 2008 et Neveu, 2009 pour d'autres présentations récentes du concept]. Cela nous permettra chemin faisant, à partir de réflexions sur la périodisation des répertoires, les conditions et les moteurs de leurs éventuelles transformations et diffusion, de venir sur des questions épistémologiques centrales autour du changement social, du partage entre événement/structure et de la causalité. Nous terminerons par quelques propositions visant à étendre notre connaissance des répertoires dans des directions selon nous trop négligées.

LE RÉPERTOIRE DE PROTESTATION

Aux sources d'une formulation conceptuelle

Parmi les premiers, Thompson, dans un texte célèbre consacré à la taxation populaire des grains dans l'Angleterre du XVIII^e siècle [1971], a posé les bases d'une réflexion sur les formes de l'action collective qui ne se cantonne pas à interpréter les émotions populaires comme simples réponses irrationnelles à des frustrations générées par des *stimuli* économiques (disette ou cherté des grains). En avançant la notion d'économie morale de la foule, il ne nie pas les corrélations entre frustrations et révoltes frumentaires, mais il déplace le questionnement pour comprendre « ce que fait le peuple quand il a faim, comment son attitude est modifiée par la coutume, la culture ou la raison » [Thompson, 1988, p. 32]. La notion d'économie morale désigne donc la culture, les attentes, les traditions et aussi les superstitions de la population laborieuse le plus souvent impliquée dans ces émeutes de marché, en même temps que les relations – souvent négociées – entre les foules et les gouvernants généralement regroupées sous le terme insatisfaisant « d'émeutes ». Il montre que cette économie morale, qui puiserait ses justifications dans le modèle paternaliste de contrôle des marchés du grain mis en place par la monarchie au XVI^e siècle, est encore profondément ancrée dans la culture populaire comme dans la culture savante à la fin du XVIII^e siècle, malgré un profond changement de contexte dû à la croissance de la population, à

la prolétarianisation et à l'industrialisation, mais aussi au développement de l'idéologie libérale du laisser-faire et de la main invisible.

L'historien montre comment, entre 1750 et la fin du siècle, les modes d'action employés par les pauvres (taxation des prix, blocage des convois de grains, saccage des biens des prévaricateurs, le tout dans le respect d'une surprenante réserve), les registres de justification qu'ils mobilisent (invocation d'une légitimité et d'un droit naturel) et les formes prises par la réaction des autorités locales (de l'attentisme au soutien plus ou moins ouvert au nom d'une même conception du bien commun), définissent un jeu d'interactions structurellement réglées et largement ritualisées. À partir des années 1801-1830, cependant, le répertoire se transforme. D'abord, la taxation des prix s'accompagne de plus en plus, avec l'industrialisation, de la pression sur les salaires et de la revendication du salaire minimum, sous l'égide de syndicats clandestins. Ensuite, la répression des révoltes traditionnelles se fait de plus en plus dure, les rendant peu à peu de moins en moins efficaces et de plus en plus coûteuses. C'est que, pour Thompson, ces formes d'action :

reposaient sur un ensemble déterminé de rapports sociaux, un équilibre particulier entre l'autorité paternaliste et la foule. Cet équilibre fut rompu pendant les guerres pour deux raisons. D'une part le vif anti-jacobinisme de la gentry conduisit celle-ci à une peur nouvelle de toute forme d'activité populaire [...]. Deuxièmement, une telle répression était légitimée dans l'esprit de l'autorité centrale et de beaucoup d'autorités locales par la victoire de la nouvelle idéologie de l'économie politique [Thompson, 1988, p. 84].

Les principaux attendus de Thompson, dont on retrouve d'ailleurs plusieurs éléments dans un texte contemporain de Louise Tilly [1971], sont repris par Tilly dans ses propres réflexions sur la notion de répertoire d'action, à partir de son premier texte sur le sujet paru en 1977 [Tilly, 1977] et jusque dans *Contentious performances* où il reconnaît explicitement sa dette envers le grand historien britannique [Tilly, 2008, chapitre 3]. Cette proximité se marque par trois points d'accord fondamentaux.

D'une part, se départir d'une vision homogénéisante et stigmatisante des révoltes populaires, laquelle tend à les cantonner à des explosions brutales et irrationnelles d'opposition à la modernisation et à leur dénier toute perspective politique. Avec pour effet de s'interdire toute compréhension de la rationalité propre aux actions des dominés. Cette vision caricaturale des révoltes populaires fut longtemps, pour des raisons évidemment différentes, partagée par les historiens marxistes (par exemple Lefebvre ou Soboul) et par les historiens néolibéraux qui dénoncent le caractère rétrograde et anti-moderne des mobilisations populaires [Furet, 1963]. Si les interprétations marxistes

se sont aujourd'hui effacées, les interprétations néolibérales continuent de courir dans le discours demi-savant, par exemple à propos de l'absence de projet politique de tel ou tel mouvement social (par exemple le texte de l'appel contre le mouvement social français de 1995 signé notamment par Touraine, Wiewiorka et Perrineau). D'autre part, le souci d'identifier des propriétés et des principes communs aux mobilisations populaires survenant en un lieu, à un moment et sous l'impulsion de groupes sociaux donnés, avec l'objectif de rapporter la stabilité des modes d'action comme leur changement lent à des macrotransformations politiques et économiques. Enfin, et même si sur ce point Tilly ne retrouve Thompson que tardivement [Tilly, 1995b ; 1998], l'idée qu'un répertoire d'action recouvre un ensemble d'interdépendances complexes associant protestataires, pouvoirs publics et publics.

En revanche, un désaccord fondamental oppose les deux chercheurs quant aux manières de décrire et de rendre compte des répertoires d'action. En effet, Thompson est toujours resté fort sceptique face aux analyses structuralistes, principalement adossées à la constitution de vastes catalogues d'événements protestataires destinés à la fois à objectiver d'éventuels changements de répertoire et à mettre en rapport formes d'action et déterminants macrostructurels (ce que l'on désigne en sociologie des mobilisations sous l'appellation générique de *Protest Events Analysis* – ci-après PEA). Tilly de son côté, même si ses premiers travaux s'inscrivent dans une approche narrative et culturelle reposant sur des études de cas [Tilly, 1964], a beaucoup contribué au développement des PEA, tout particulièrement dans les années 1970, avec quelques publications majeures comme son analyse des grèves [Snyder, Tilly, 1972], *The rebellious Century* [Tilly, Tilly, Tilly, 1975], et la synthèse théorique qu'il en tire en 1978 dans *From Mobilization to Revolution*. Même si *La France conteste* [1986] le voit revenir à une approche plus qualitative que quantitative, il ne renonce pas complètement aux grands ensembles de corrélations statistiques et, dans la recherche collective qu'il dirige sur la Grande-Bretagne entre 1750 et 1834 [1995a] c'est à une méthode mixte qu'il s'emploie, par la constitution d'une base de données d'environ 8 000 événements contestataires mais ciblés sur quatre courtes périodes et pour lesquels il tâche de rassembler la documentation la plus riche possible. Ce faisant, il dépasse les simples comptages de la plupart des PEA et se donne les moyens d'entrer dans les dynamiques internes des événements contestataires, sans pour autant renoncer à la logique de la corrélation statistique [voir Franzosi, 1995 ; Tartakowsky, 1998 ; Fillieule, 1997 ; Beissinger, 2002, pour d'autres tentatives en ce sens].

Répertoires. Mode d'emploi

Dans son dernier ouvrage, Tilly propose une synthèse et une actualisation de sa conception des répertoires. Il commence par préciser que le succès de son concept a eu pour premier effet d'en diluer le sens, la plupart des usages se contentant de mobiliser l'une ou l'autre des fameuses métaphores (celle du théâtre ou celle du jazz) aux dépens d'une conception exigeante [2008, p. XII].

Pour revenir à une définition forte, il faut en premier lieu en passer par la décomposition de cinq niveaux possibles d'uniformité. Tilly distingue d'abord le niveau des actions (crier, chanter, s'asseoir, marcher, conspuer, applaudir, etc.) [McPhail, 1991], et celui des interactions, ce qui permet de préciser dans quel contexte et envers qui telle action est menée. Ainsi, lorsque des paysans conspuent un prévaricateur dans les années 1760, ce n'est pas la même chose que lorsque des militants de l'UDCA (Union des commerçants et artisans) en font de même avec un huissier en 1973. Les individus peuvent apprendre également des séquences d'interactions réglées, que Tilly nomme performances. Par exemple, McPhail [1991, p. 183] et Fillieule [1997, p. 211-228] distinguent les rassemblements statiques, défilés, occupations de la voie publique, occupations de locaux, meetings en plein air, opérations escargot, opérations commando, séquestrations, et actions symboliques. À quoi il faut ajouter, pour la période contemporaine, le *sit in* [Vairel, 2005], le zap [Patouillard, 1998 ; Broqua, 2005] et tous les modes d'actions tournant autour de la consommation engagée [Dubuisson-Quellier, Barrier, 1997 ; Chessel, Cochoy, 2004 ; Dubuisson-Quellier, 2009], du boycott et du buycott [Balsiger, 2009, 2010].

Ensuite, les épisodes sont des combinaisons observées et observables de performances. Par exemple, un rassemblement avec prises de parole, suivi d'un défilé et se terminant par la réception d'une délégation. Les épisodes, que l'on préférera nommer ici événements protestataires, constituent l'unité d'analyse de la plupart des PEA, au sein desquels il est possible d'étudier comment différentes performances apparaissent, se combinent ou disparaissent. Enfin, à un moment donné du temps et de l'espace, il existe une connaissance limitée des performances et des interactions auxquelles les individus peuvent avoir recours. Ce que Tilly nomme des répertoires de contestation.

Parce qu'il ne s'est intéressé que tardivement à la dynamique interne des événements protestataires, Tilly utilise d'abord exclusivement le terme pour désigner les modes d'action disponibles dans une unité nationale donnée et en partie définis et limités par la nature du régime politique en place [2006 ; 2008, chapitre 8]. C'est à ce niveau qu'il distingue l'émergence

d'un nouveau répertoire en Grande-Bretagne autour de 1820-1830 [1995] ou en France autour de 1830-1850 [1986]. Or, une telle conception ne permet pas de comprendre comment les individus et les groupes, contraints par un univers de ressources rares, en viennent à choisir tel ou tel mode d'action dans le répertoire [Ennis, 1987 ; Barkan, 1979 ; Fillieule, 1997 ; Siméant, 1998 ; Contamin, 2001, 2005 ; Offerlé, 2008].

Aussi, face au développement de la critique et à partir du milieu des années 1990, Tilly a progressivement eu recours au terme de répertoire pour désigner aussi des agencements spécifiques d'interactions et de performances en fonction des groupes concernés [1995b ; 1998]. Par exemple, le répertoire d'action des agriculteurs ou celui des enseignants du public. Pour éviter toute confusion, nous parlerons ici de répertoire tactique pour désigner l'agencement de performances et d'interactions propre à chaque groupe [Ennis, 1987 ; Taylor, Van Dycke, 2004]. En précisant que ce propre est à la fois limité par le répertoire de contestation et par toute une série de variables culturelles, contextuelles et conjoncturelles définissant le cadre dans lequel se déroulent les interactions entre les contestataires, leurs cibles, les autorités politiques et les forces de l'ordre [Fillieule, 1997].

Dans sa version forte, la définition du répertoire répond à sept critères que Tilly expose dans *Contentious performances*, sur la base de ses propres recherches et des critiques qui lui ont été adressées au cours du temps. Nous en restituons ici le contenu de manière synthétique [2008, p. 27-28, 60, 67, 143-145, 204-205].

- Un univers de contraintes. En des lieux et à des moments donnés, les performances se combinent en un nombre limité de types bien définis. À l'évidence, les mouvements sociaux standardisent leurs performances et orientent leurs membres vers ces performances.
- Marqué par une grande stabilité. Pour un ensemble donné d'acteurs et d'objets de contestation, ces performances changent relativement peu d'une mobilisation à l'autre. La tournure prise par une campagne de mobilisation contraint les campagnes subséquentes.
- Des définitions partagées et routinisées des situations. De toute évidence, les participants à une performance en ont une claire conscience puisqu'ils peuvent la nommer, se réfèrent aux actions précédentes du même type, font preuve d'un certain savoir-faire dans sa mise en œuvre en adoptant des formes de division du travail qui impliquent une expérience, des consultations préalables, l'anticipation des actions des autres et la capacité à mener de front plusieurs actions de manière coordonnée. L'observation des interactions entre organisateurs, participants, autorités et observateurs montre clairement cette conscience partagée de ce que sont les performances.

- Des répertoires tactiques coexistent au sein du répertoire de contestation. Au sein de l'éventail des performances auxquelles tel ou tel groupe d'acteur a accès, il existe des blancs substantiels. Certaines combinaisons d'action dont à l'évidence les protestataires ont la maîtrise ne surviennent jamais. Ce qui indique que les types de performances ont des frontières visibles plutôt qu'ils ne se distribuent de manière continue dans un champ des possibles techniques. L'on observe également que les mêmes personnes ont recours à telles ou telles formes de contestation en fonction de la relation politique dans laquelle s'inscrivent leurs revendications.
- Au sein des répertoires tactiques, les acteurs font des choix stratégiques. Dans un même groupe d'acteurs interconnectés, chaque paire significative dispose de son propre répertoire tactique. Au sein de chaque paire, les protestataires font des choix sur la base de calculs et d'anticipations.
- La modularité des répertoires dépend de la différenciation des acteurs. Plus des acteurs sociaux ont en commun (culturellement, socialement et politiquement), plus il y a de chances que leur répertoire se ressemble. C'est pourquoi un processus d'homogénéisation sociale tend à rendre les performances plus modulaires.
- Les innovations se font la plupart du temps par dérivation et détournement. Les nouvelles performances sont souvent le produit d'innovations dérivées des performances existantes, mais elles tendent à se cristalliser, à se stabiliser et à acquérir des frontières visibles dès lors qu'elles existent. Toutes les performances ne mutent pas, cependant. Par exemple la taxation des grains a tout simplement disparu.

Tilly arrive à cette définition du répertoire de protestation au terme d'une vaste revue des formes d'action collective dans les pays européens et les États-Unis entre le XVI^e et le XX^e siècle, [1977 ; 1978, p. 143-171 ; 1979 ; 1986 ; 1995]. Dans *Popular Contention in Great Britain*, par exemple, il identifie un changement de répertoire autour de la fin du XVIII^e siècle. Avant les années 1801-1820, la contestation s'articule aux calendriers de la vie courante [voir Bercé, 1974, 1976 pour la France] et s'appuie la plupart du temps sur le détournement de rites sociaux préexistants : fêtes religieuses et profanes, comme processions et carnavaux [Le Roy Ladurie, 1979 ; Bakthine, 1984 ; Stallybrass, 1985] et les habituelles manifestations du pouvoir comme les entrées royales et les fêtes de souveraineté. Les formes prises par les performances empruntent le plus souvent à un riche vocabulaire symbolique et rituel lié aux charivaris, effigies brûlées ou conspuées [Junod, 1951 ; Le Goff, Schmitt, 1981 ; *Katzenmusik*, 1932 ; Davis, 1975]. Les cibles visées sont moins les sièges de l'autorité publique que les lieux mêmes

de l'injustice, marchés, moulins, maisons des spéculateurs et accapareurs [Neveux, 1997 ; Bourguinat, 2002 ; Barbiche *et al.*, 2005] ; si, au niveau local, l'action vise directement les individus jugés responsables, en revanche les revendications touchant à des questions dépassant le cercle étroit des communautés sont méditées par les autorités locales dans une logique classique de relations clientélares. Les personnes mobilisées se présentent comme membres ou représentants de groupes corporatifs constitués plutôt que comme porteuses d'intérêts spécifiques. Enfin, les formes prises par l'action s'inscrivent dans des registres propres aux lieux et aux circonstances du moment. Ce répertoire paroissial (*parochial*), particulier (*particular*) et patronné (*bifurcated*) évolue progressivement vers un modèle qui dans les années 1830 devient national (*cosmopolitan*), autonome (*autonomous*) et modulaire (*modular*) [Tilly, 2008, p. 43].

Cette notion de modularité vient initialement de Tarrow, qui reprend l'expression de Anderson [1996] pour souligner que dans le monde moderne, certaines formes d'action, au premier rang desquelles la grève et la manifestation, se diffusent progressivement dans toutes les sphères sociales, accompagnant la naissance des mouvements sociaux nationaux, la nationalisation des formes d'expression politique et, partant, de gestion par l'État de la contestation [Tarrow, 1994, p. 33-34]. Tilly la reprend à son compte à partir de 1995 pour désigner « la transférabilité accrue des formes reconnaissables dans le temps et l'espace » [1995b, p. 3], tout en précisant qu'elle est moins, comme semble le suggérer Tarrow, une caractéristique propre de certaines performances que la conséquence des transformations macrosociales produites par la modernité [1995b, p. 3].

Les performances expriment ainsi de plus en plus directement des revendications clairement formulées, ciblent de plus en plus les centres urbains et les lieux du pouvoir, les formes prises par l'action s'autonomisent de plus en plus des formes rituelles et acceptées d'expression, « avec par exemple la participation électorale, les grèves, les manifestations, les réunions électorales, les rassemblements publics, les marches pétitionnaires, les insurrections planifiées, l'invasion des assemblées officielles, les mouvements sociaux organisés et les campagnes électorales » [Tilly, 2008, p. 44].

Enfin, et même si ce paramètre n'apparaît clairement qu'à partir de 1995 chez Tilly, le déclin de l'action collective directe au niveau local et donc la médiation accrue des pouvoirs publics, l'autonomisation des performances et l'instauration d'épisodes de contestation aux scripts univoques et prévisibles, génèrent une pacification tendancielle des conflits et un recours à la violence moins fréquent et en tout cas perçu

de plus en plus comme illégitime, tant par les protestataires que par les forces de l'ordre. Ainsi :

En 1833, en Grande-Bretagne, la proportion des événements avec violence physique a grandement diminué. Les attaques contre les personnes mises au pilori pour offenses sexuelles, communes dans les années 1750, ont pratiquement disparu. [...] C'est que les coups de fouet en public et le pilori étaient en voie de disparition, au profit de différentes formes de déportation et d'enfermement [Tilly, 1995b, p. 21].

Constat largement partagé dans la littérature historique et politologique et qui fait écho aux analyses éliasiennes du processus de civilisation [1990] et au Foucault de *Surveiller et punir* [1975]. Avec ici trois dimensions intriquées, soit d'un côté le caractère plus policé des nouvelles performances comme la manifestation [Fillieule, Tartakowsky, 2008] ; de l'autre, pour les pièces les plus anciennes du répertoire, un usage de plus en plus symbolique. Ce que montrent bien les travaux sur la barricade [Traugott, 1995b ; Corbin, Mayeur, 1997] ou encore le charivari [Le Goff, Schmitt, 1981] ; et enfin « une séparation croissante dans les pratiques matérielles et discursives entre les illégalismes populaires et les formes tolérées ou intolérables de protestation » [Offerlé, 2008, p. 189. Voir aussi Péchu, 2006, pour une démonstration empirique à partir du squat].

Le passage du répertoire 1 au répertoire 2 s'opère très progressivement. Certaines des nouvelles formes d'action existaient dès le XVIII^e siècle, mais elles ne deviennent des formes prédominantes de protestations populaires qu'au cours du XIX^e siècle, en même temps que d'autres disparaissent définitivement (comme la taxation populaire des prix du grain) et de manière moins continue que l'établissement de séries longues ne semble le montrer. À propos de la Grande-Bretagne toujours, Tilly identifie trois moments clés, avec d'une part les manifestations Wilkites de 1768 et 1769 qui « incorporent des éléments des anciennes célébrations publiques (couronnements, célébrations de victoires militaires, participation de non électeurs à des élections contestées et marches de travailleurs pour la défense de droits menacés). Mais l'attachement des protestataires à un programme de droits populaires et leur identification à un formidable élan populaire les distinguent comme de nouveaux types de performances » [Tilly, 2008, p. 75]. Subtile remarque qui suggère que c'est moins ici la forme prise par les protestations que leur sens et leur interprétation qui changent et qui, en retour, vont contribuer à en transformer la morphologie même. L'investissement d'une forme donnée par de nouvelles significations induit d'autres modes de réaction des acteurs impliqués, que ce soit le pouvoir, les cibles visées ou les publics [voir aussi Traugott, 1995b ; Péchu, 2006].

D'autre part, le massacre de Peterloo du 16 août 1819 qui a notamment pour effet de rendre plus légitime le fait de manifester et plus coûteux surtout le fait de réprimer : « Par ricochet, cela renforça le droit des citoyens à marcher et à s'assembler pacifiquement au nom de la réforme parlementaire. La manifestation devenait un moyen disponible pour un vaste éventail de revendications publiques » [Tilly, 2008, p. 76-77 ; voir aussi Waddington, 1998 pour une remarque identique]. Enfin, les grandes manifestations politiques de 1820 en faveur de la reine Caroline de Brunswick et dirigées contre le roi, lesquelles culminent avec les funérailles politiques de la reine en août 1821. Au total, et si l'on ajoute le recours de plus en plus fréquent à la manifestation par les travailleurs en grève dans les années 1820 [Steinberg, 1995, 1999a], l'on arrive dans les années 1830 à une centralité plus jamais contestée de la forme manifestation dans le répertoire national de protestation.

La transformation que Tilly croit pouvoir déceler en Grande-Bretagne autour des années 1801-1820, et qu'il estime consommée dans les années trente, lui semble un peu plus tardive dans l'hexagone [Young, 2002 sur les USA]. Dans *La France conteste* [1986, voir le tableau synthétique de la p. 548], il la situe autour de 1850. Dans *Contentious performances*, à partir des travaux de Robert [1996], il revient sur cette charnière pour souligner que 1848 marque sans doute la naissance de la manifestation moderne en France, mais ajoute que celle-ci n'est que temporaire [2008, p. 81] en raison de la parenthèse autoritaire du second Empire (1850-1860), pour ne se fixer réellement qu'à partir de 1890. Plus précisément, pour Robert, il existe des proto-manifestations dès 1831 à Lyon, qui disparaissent sous l'effet de la répression, réapparaissent sous la III^e République mais en restant cantonnées à des détournements de formes anciennes (funérailles anticléricales, célébrations locales de la prise de la Bastille, cérémonies officielles, processions religieuses, délégations de travailleurs auprès des autorités municipales ou étatiques). Ce ne serait qu'avec l'expansion des associations volontaires à la fin des années 1880 que les manifestations acquièrent une certaine prééminence dans la vie publique lyonnaise. À quoi il faut ajouter le rôle, en quelque sorte similaire à Peterloo en Grande-Bretagne, du massacre de Fourmies en 1891 [Pierrard, Chappat, 1991].

UNE ANALYSE STRUCTURALE DU CHANGEMENT DE RÉPERTOIRE

Les débats sur la pertinence de la périodisation proposée par Tilly n'ont pas manqué [par exemple Robert, 1996 ; Traugott, 1995b ; Sewell, 1990, 1996 ; Bourguinat, 2002 ; Péchu, 2006 ; Offerlé, 2008 ; Tarrow, 2008 ; Neveu, 2009]. Ils ne retiendront pas cependant notre attention,

d'abord parce que la coupure proposée entre les deux répertoires doit se lire comme une stylisation et non comme une description exacte d'une réalité historique mais surtout parce que derrière cette question, c'est plutôt celle de l'identification et de la hiérarchisation des facteurs de la transformation profonde du répertoire d'action qui se pose.

Du répertoire 1 au répertoire 2

Pour Tilly, dont il faut ici rappeler que les recherches ont porté parallèlement sur les mobilisations et sur l'émergence de l'État moderne [Tilly, 1975 ; 2006], le point de départ fondamental consiste à rapporter ce changement à une série de transformations macrostructurelles lentes, rejetant de ce fait les explications conjoncturelles et le poids d'événements marquants, comme la Grande Révolution en Grande-Bretagne ou la Révolution française. Dans *La Vendée* [1970], il insistait sur le rôle central des voies prises par « l'urbanisation » dans l'émergence de la contre-révolution chouanne et plus généralement l'importance du contexte historique et social dans le façonnement des comportements politiques. Puis, à partir de ses analyses statistiques des grèves en France, il met plutôt en avant l'émergence du capitalisme et la construction de l'État comme facteurs explicatifs de la variation du recours à la grève, concluant à une importance plus grande des politiques nationales par rapport aux cycles économiques [Shorter, Tilly 1974 ; voir également Tilly, 1977, p. 158]. Mais c'est surtout dans *La France conteste* qu'il propose un modèle général d'explication du passage du répertoire 1 au répertoire 2, modèle auquel il se tiendra dans les grandes lignes jusqu'en 2008. Trois séries de facteurs se dégagent.

D'une part, l'émergence du capitalisme nécessite le développement des communications et le déplacement de masses de plus en plus nombreuses de personnes. Si le mouvement débute en réalité dès le XVII^e siècle avec l'expropriation généralisée des communs due aux enclosures [Marx, 1977 ; Wordie, 1983 ; Thompson, 1991] et les premières vagues d'émigration vers l'Outre-Atlantique [Rediker, Linebaugh 2008], il prend une ampleur inédite avec l'industrialisation et l'exode rural qui en découle, accroissant la mobilité (division sociale du travail et mobilité géographique) et donc les besoins de standardisation [suivant ici Gellner, 1989, p. 9-19 et 63-96].

D'autre part, un mouvement d'urbanisation et de développement des mass-media, qui permet de réduire les coûts de la mobilisation par l'impact qu'ils commencent d'avoir sur la vie quotidienne de la population [Anderson, 1996] et, surtout, par l'instauration d'une sphère publique politique. Sur ce dernier point, dans *Popular Contention in Great Britain*,

Tilly montre, dans les quatre épisodes clés qu'il identifie, comment se manifeste un changement profond. Ce qui se joue entre 1750 et 1820, c'est aussi sinon d'abord la légitimité du peuple à se faire entendre, dans un contexte où justement le peuple n'a pas le droit de vote. De ce point de vue, la conquête du suffrage se fait aussi grâce à l'imposition de la *vox populi* dans les rues de Londres [1995a ; 2008, p. 78].

La nationalisation du champ politique, enfin, dont l'effet est de remettre entre les mains de vastes structures des ressources auparavant localisées dans de petits groupes [2008, p. 79]. En lien avec ce phénomène, Tilly mentionne enfin la politisation des campagnes, l'institutionnalisation de la démocratie libérale et de la participation électorale de masse, qui créent un environnement favorable aux associations volontaires.

Ces trois facteurs intriqués entraînent deux conséquences majeures, que Tilly expose en détail en 2006 dans *Regimes and Repertoires* et reprend en 2008 dans le chapitre 8 de *Contentious Politics* :

L'uniformité (dans les répertoires) au sein des régimes, aussi bien que les différences entre régimes, résultent de deux facteurs interagissant l'un sur l'autre : 1) les actions des gouvernements centraux qui imposent des limites à la formulation de griefs collectifs au sein d'un régime donné et 2) la communication et la collaboration entre protestataires (existants ou potentiels) qui partagent les informations, les croyances et les pratiques permettant de savoir quelles sont les formes de contestation qui marchent et quelles sont celles qui ne marchent pas [2008, p. 149].

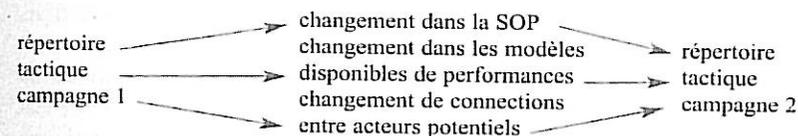
Réintroduire l'événement et le temps court

Dans *Contentious performances*, et à la suite d'une première tentative dans Hanagan [Tilly, 1998], Tilly intègre un certain nombre des critiques faites à l'approche du processus politique [Kurzman, 1996 ; Fillieule, 1997 ; Goodwin, Jasper, 1999] en tentant d'introduire, dans un modèle demeurant malgré tout structural, une dimension dynamique et processuelle. Aux changements dans la structure des opportunités politiques, mesurables à un niveau macrosocial et sur le temps long, il ajoute le niveau des « épisodes discrets, des innovations, succès et échecs dans la contestation, lesquels affectent les protestations subséquentes portant sur les mêmes questions » [2008, p. 79].

Autrement dit, si les changements dans les opportunités politiques rendent obsolètes certaines performances et instaurent les conditions favorables à l'introduction de nouvelles, encore faut-il, à un moment donné du temps, que des individus et des groupes innovent, à la faveur d'une situation de crise économique politique ou sociale. Toutefois, Tilly rabat trop vite cette remarque fondamentale sur une analyse

encore très objectiviste de la manière dont, d'une campagne de protestation à l'autre, les innovations introduites par les premiers se voient adoptées par d'autres et finissent éventuellement par s'imposer : « En premier lieu, l'essentiel du changement dans les performances et les répertoires qui surviennent en un lieu donné résulte de l'influence d'une campagne sur un autre – qu'elle soit suivie d'effets positifs ou non. Ensuite, cette influence opère au travers de transformations interagissantes à trois niveaux : la SOP, les modèles de lutte disponibles et les connexions entre acteurs potentiels » [2008, p. 94]. Et d'ajouter que ces trois éléments produisent une matrice de possibilités au sein de laquelle les contestataires peuvent opérer des choix en même temps qu'elle fournit au chercheur une matrice d'explication de la politique contestataire. La figure 1 ci-dessous résume les hypothèses avancées.

Figure 1. De campagne à campagne, dans *Contentious performances* (2008, p. 90)



Dans ce modèle, le facteur essentiel de diffusion d'un mode d'action novateur ou de transformation du sens d'un mode d'action ancien tient à la différenciation croissante des sociétés. Avec comme premier effet la modularité accrue du répertoire [Tarrow, 1993, 1994]. Celle-ci explique comment des protestataires dans une région donnée de l'espace social peuvent reprendre à leur compte un mode d'action inventé ailleurs, comme le montre par exemple Steinberg à propos de l'association progressive dans les vingt premières années du dix-neuvième siècle de la manifestation de rue à la grève par les ouvriers des filatures de Spittafields [Steinberg, 1999a et b], ou encore Traugott à propos de la diffusion du recours à la barricade, au prix d'une profonde transformation de son sens initial, son caractère symbolique prenant progressivement le dessus sur sa fonction de défense d'un territoire [1995b, p. 51]. C'est encore la différenciation qui rend possible l'échange et la communication des savoir-faire militants ainsi que des registres de justification utiles à l'action. Sur ce point, Tilly est bien peu disert et avoue lui-même ne pouvoir fournir que « des preuves anecdotiques de liens interpersonnels entre activistes dans le cas anglais qu'il étudie » [Tilly, 2008, p. 108]. Ce qu'en revanche Rediker et Linebaugh démontrent magistralement dans *L'Hydre aux mille têtes* [2008]. Pour finir, c'est encore la différenciation qui permet de tisser

un lien entre campagnes de mobilisation, répression et formes prises par les campagnes ultérieures et d'avancer l'hypothèse d'un possible effet transformateur des campagnes sur la SOP. La modularité apparaissant ici à la fois comme le produit et la cause de l'uniformisation croissante des modes de gestion étatique.

Cette dernière hypothèse marque la reconnaissance tardive du caractère co-construit des répertoires. Jusqu'en 1995 en effet, l'action de l'État et donc les répertoires répressifs sont pensés comme partie prenante de la structure des opportunités politiques et donc en termes de contraintes structurelles, de coûts et d'opportunités [par exemple Tilly, 1986, p. 542]. Toutefois, face au renouveau en Europe de la recherche sur le maintien de l'ordre public et plus particulièrement sur la manière dont les formes prises par les répertoires tactiques sont le produit d'une co-construction permanente entre structures étatiques et mouvements protestataires [voir Fillieule, Della Porta, 2006, pour une revue], Tilly finit par reconnaître, d'ailleurs de bonne grâce, que « comme leurs contreparties théâtrales, les répertoires d'action collective ne désignent pas des performances individuelles, mais renvoient à des interactions entre paires ou entre groupes d'acteurs » [1995b, p. 27], pour finalement reconnaître pleinement dans *Contentious performances* la nécessité d'analyser simultanément, en partant de l'observation des événements eux-mêmes, les façons dont les acteurs étatiques définissent l'environnement dans lequel les individus se meuvent, la place qu'occupent dans cet environnement les médias et les publics visés (voir le chapitre 13 dans ce volume), en même temps que les manières dont les groupes protestataires contribuent à modifier les conditions dans lesquelles les individus agissent, ce qui revient à étudier l'action protestataire comme un processus itératif d'adaptation tactique [Fillieule, 1997].

Enfin, pour rendre compte de l'émergence à un moment donné du temps de nouvelles performances, Tilly et les tenants du processus politique réintroduisent le temps court de la crise, en s'appuyant sur la conception initialement proposée par Tarrow des cycles de mobilisation [1989, 1993, 1995]. L'on n'entrera pas dans le détail de la théorie des cycles abordée au chapitre suivant de ce volume, pour s'en tenir ici aux seuls aspects relatifs à la manière dont elle est censée permettre de penser l'articulation entre évolution du répertoire de contestation (lente et glaciaire) et évolution des répertoires tactiques dans les « moments de folie » [Zolberg, 1972].

Tarrow définit ces moments comme des contextes où, sous l'effet d'une crise majeure, politique, économique ou sociale, les conflits sociaux se généralisent et se diffusent tant dans l'espace que dans les différents secteurs de la société, avec pour effet une rupture des routines politiques, un brouillage des anticipations rationnelles tant du côté des contestataires que du pouvoir, l'émergence de nouvelles organisations et

donc de nouveaux acteurs protestataires, ouvrant la voie à de nouveaux modes d'action et forçant les autorités à adapter rapidement les modalités de la répression. Ce qui au cours d'un cycle de mobilisation est le plus facile à transférer d'un groupe à l'autre et ce qui réussit le mieux est progressivement adopté par de plus en plus de groupes, comme en témoignerait par exemple le succès de *l'autoriduzione* (soit l'appropriation politisée et illégale par un groupe de consommateurs ou d'usagers d'un bien ou d'un service), dans les années 1970 en Europe. Autrement dit, la diffusion d'un mode d'action provoque sa stylisation et sa modularité. Parallèlement, celui-ci se routinisant perd peu à peu de son potentiel disruptif, les autorités s'adaptant progressivement aux nouveaux défis posés [McCammon, 1990, à propos de la grève ; Fillieule, 1997, sur la manifestation].

Cette introduction de l'événement et de l'innovation tactique dans un modèle très largement structural n'est peut-être pas entièrement convaincante. Pour l'historien Sewell [1990], par exemple, le modèle tillyen ne permet pas d'identifier le moment du changement de répertoire. Plus que la centralisation étatique et le développement du capitalisme, la Révolution française aurait constitué une rupture majeure et instauré un nouveau cadre dominant en créant un langage associatif fondé sur l'idée de la défense des droits naturels et du contrat social, provoquant l'érosion accélérée des liens corporatifs et communaux. C'est dans ce changement culturel profond et rapide que résiderait l'explication de l'abandon de modes d'action réactifs et défensifs au profit d'un répertoire moderne plus proactif. Dès lors, si 1848 marque sans doute le triomphe du vocabulaire associatif, c'est bien dans 1789 que l'émergence d'un nouveau répertoire trouverait ses origines. Au-delà du débat sur la périodisation, ce qui se joue ici, ce sont à la fois des conceptions opposées du poids respectif des facteurs structurels ou culturels dans le changement social [Traugott, 1995b] et surtout, pour écrire comme Sahlins, de la « dialectique structurelle de l'histoire » [1991].

UN CONCEPT LIMITÉ MAIS TOUJOURS PUISSANT

Un modèle situé

L'on peut rassembler l'ensemble des hypothèses formulées, tel qu'amendé par ses critiques, dans la figure 2 ci-après. L'on y propose un modèle synthétique d'explication de la manière dont s'articulent les mécanismes de transformation du répertoire de contestation. Dans le temps long, le passage du répertoire 1 au répertoire 2 intervient dans un contexte

de changements structurels profonds induisant une dédifférenciation croissante et une interdépendance accrue des individus. Mais c'est dans le temps court de l'événement que s'inventent et se testent les innovations tactiques, les nouvelles pièces du jeu contestataire. On ne discutera pas ici de la valeur des instruments disponibles pour travailler l'articulation de ce temps court à la structure, que l'on songe à la théorie de la structuration inspirée de Giddens [1994], aux propositions épistémologiques de Sahlins [1991] ou de Sewell [1996], ou encore au riche vocabulaire de la sociologie des crises politiques [Dobry, 1986]. Mais retenons que dans le temps court de l'innovation tactique, l'émergence de nouvelles performances ou de nouveaux épisodes est facilitée par le développement et la désectorisation des conflits, la rupture des routines politiques et le brouillage des calculs, l'émergence de nouveaux acteurs et de nouvelles organisations. Et c'est en quelque sorte à l'épreuve de l'échange de coups que ces innovations peuvent modifier durablement tels ou tels répertoires tactiques et déboucher sur leur éventuelle diffusion et extension.

Fig. 2. Mécanismes de transformation du répertoire de contestation



Le modèle développé ici est doublement situé, puisqu'il rend compte d'un processus historique survenu entre le XVI^e et le XX^e siècles dans quelques pays d'Europe. Ce qui laisse ouverte la question des changements de répertoires dans d'autres espaces sociopolitiques et dans d'autres contextes historiques. Question dont il faut reconnaître qu'elle a été très inégalement explorée par la littérature.

Ainsi par exemple, les historiens n'ont pas travaillé sur les déterminants par lesquels le répertoire 1 se met en place à un moment donné du temps. L'on sait par exemple que l'émeute frumentaire apparaît en Grande-Bretagne au milieu du XIV^e siècle, et se développe surtout dans le deuxième tiers du XVI^e [Bohstedt, 1983], alors qu'en France son apparition est plus tardive, dans la première moitié du XVII^e siècle, avec un pic à la fin du même siècle. Mais les mécanismes sous-jacents à ces innovations tactiques n'ont pas été à ce jour réellement étudiés. Aussi bien, l'applicabilité du modèle tillyen ailleurs que dans le monde occidental pose toute une série de problèmes que la littérature sur les mobilisations en régimes autoritaires ne vient que superficiellement combler [par exemple Bennani-Chraïbi, Fillieule, 2003 ; Zaki, 2005 ; Lacroix, 2010].

A contrario, la question de savoir si le XX^e siècle avait vu l'apparition d'un troisième répertoire a fait l'objet de plus de conjectures et de débats, et ce dès la fin des années soixante dans le cadre du courant dit des nouveaux mouvements sociaux, lequel associe l'émergence de nouvelles luttes à l'adoption de nouveaux modes d'organisation et d'action. L'hypothèse a fait long feu et l'on ne s'y attardera pas ici faute de place [voir Rucht, 1990 pour une revue critique]. Plus récemment, c'est avec le succès de l'altermondialisme – et plus largement la multiplication de mouvements à visée transnationale – que l'hypothèse d'un troisième répertoire a été le plus travaillée.

De nombreux chercheurs expliquent en effet ce mouvement et la supposée radicale nouveauté du répertoire qu'il emploie, comme étant le produit de larges transformations macrostructurelles : la mondialisation économique, la transformation des communications ou encore la multiplication des flux diasporiques ; le déclin de l'État nation et son remplacement par une « société civile transnationale » ; l'évolution des relations internationales enfin, avec le passage d'un monde centré sur l'État et les relations interétatiques à un monde dominé par les agences supra étatiques. Le tout débouchant sur ce que Della Porta et Tarrow [2005, p. 234 *sqq.*] proposent d'appeler un « internationalisme complexe ».

Toutes ces propositions ont été discutées ailleurs par les coordinateurs de ce volume [Sommier, Fillieule, Agrikoliansky, 2008b] et le sont encore par Johanna Siméant dans sa contribution à ce livre. Il est donc inutile d'y revenir. Il suffit ici de souligner que ces analyses sont

bien peu attentives aux échelles d'analyse. Tilly identifie un changement de répertoire sur une période longue de trois siècles. Nous sommes là sur une période de cinquante ans au plus, si bien qu'il est difficile de faire la part des trends de longue durée dans les changements de contexte des effets de cycle [Fillieule, 1997, p. 370-372]. Autrement dit, les deux niveaux des déterminants structurels et de la crise sont là inextricablement mêlés. De la même manière, si l'on se souvient de la définition forte du répertoire de contestation donnée par Tilly, force est de constater que la plupart des auteurs confondent allègrement celui-ci avec les répertoires tactiques, voire avec la notion d'épisode ou de performance.

Pour toutes ces raisons, c'est au niveau des répertoires tactiques qu'il faut ici rester, en explorant l'introduction plus ou moins durable d'innovations par telle ou telle famille de mouvements, les réponses qu'y apportent les forces de l'ordre sur le terrain, la manière dont les médias et les publics les perçoivent, pour ensuite rendre compte de leur éventuelle diffusion à d'autres secteurs ou de leur extension à d'autres contextes sociopolitiques. Ainsi du recours à de nouveaux moyens techniques de communication tant du côté des protestataires que des pouvoirs publics, à la fois pour communiquer et échanger de l'information [Cardon, Granjon, 2006 ; Reiter, Fillieule, 2006] mais aussi pour inventer de nouvelles performances (par exemple l'hacktivisme), de nouveaux outils de répression [Fillieule, Della Porta, 2006]. Ou encore du recours à l'expertise, qui depuis la fin des années 60 s'est diffusé dans de nombreux espaces sociaux [Ollitrault, 2008 ; Mouchard, 2009], et du recours au droit, auquel est consacré le chapitre 11 de ce volume.

Perspectives

L'un des moyens de dépasser l'usage relâché et métaphorique de la notion de répertoire en sociologie des mobilisations pourrait consister aujourd'hui à laisser de côté la discussion des répertoires contestataires et le temps long de leur mise en place, pour se concentrer sur les performances, dans une perspective plus attentive aux logiques de l'interaction, et sur les répertoires tactiques, les conditions de leur adoption, de leurs transformations et de leur extension. S'intéresser, autrement dit, à l'épaisseur des moyens disponibles et effectivement employés et au couplage flou entre contraintes structurelles, dilemmes pratiques et interactions stratégiques [Siméant, 1998, p. 69] ; en explorant de manière approfondie la manière dont les individus investissent ces formes avec leur savoir-être et leur savoir-faire, leurs motifs et leurs perceptions [Contamin, 2001, 2005].

Il faut reconnaître à la notion tillyenne de répertoire d'avoir bien souligné que ni les individus, ni les groupes ne peuvent construire une séquence d'action pièce par pièce, cherchant à maximiser un profit dans chaque acte – ou coup. L'action est nécessairement intégrée à un plus large assemblage, bornée par une série de contraintes structurelles délimitant un champ des possibles politiques. Mais Tilly reste vague sur les processus par lesquels les individus, contraints par un univers de ressources rares, en viennent à choisir telle ou telle stratégie d'action. Comme si, une fois établies les contraintes structurelles, les acteurs recourraient à tels ou tels modes d'action sur la base d'un calcul rationnel.

On pointera ici sans peine un risque d'objectivisme si l'on ne tient pas compte – au-delà des opportunités objectivement disponibles – de la culture propre à chaque groupe de conflit, culture qui constitue un filtre au travers duquel ces opportunités objectives sont perçues, de manière variable selon les agents.

Cette conception des répertoires est d'ailleurs, empiriquement, la seule à même de rendre compte, d'une part, de ce que les individus et les groupes, dans une situation donnée et à niveau égal de ressources, ne font pas forcément usage des mêmes stratégies d'action et, d'autre part, qu'il existe des décalages, des jeux – au sens d'espace laissé libre – entre évolutions des contraintes structurelles et modifications des répertoires. Nombreux en effet sont les cas où le répertoire de tel groupe se modifie sans qu'il soit possible de discerner de changements dans sa situation objective, mais plutôt à la suite d'une modification des perceptions provoquant des phénomènes d'imitation ou de diffusion. Aussi, les répertoires de certains groupes peuvent fort bien rester longtemps insensibles à l'évolution des conditions structurelles, suggérant ainsi que pour chaque groupe existent des temporalités propres et des degrés variables de plasticité/perméabilité au changement [Corbin, 1990].

Depuis une quinzaine d'années, les recherches sur les performances se sont beaucoup développées ; par exemple sur les manifestations [Favre, 1990 ; Fillieule, Tartakowsky, 2008], les marches [*Le Mouvement social*, 2003] ; la grève de la faim [Siméant, 1998], la barricade [Traugott, 1995b ; Corbin, Mayeur, 1997], la pétition [Contamin, 2001], le squat [Péchu, 2006], les immolations par le feu [Grogan, 2006], la grève des loyers [Hmed, 2006], la réunion publique [Cossart, 2006], la grève [Bérout *et al.*, 2008 ; Giraud, 2009], les banquets [Robert, 2009] la consommation engagée [Dubuisson-Quellier, 2009, Balsiger, 2010]. Aussi bien, la réflexion s'est étendue au-delà des formes de contestation ouvertes les plus immédiates : inclusion des modes de résistance à l'autorité à partir des travaux de Scott [1985, 2009] d'un côté et intérêt renouvelé pour les modes d'action déployés

par les plus dotés de ressources de l'autre [par exemple Pinçon, Pinçon-Charlot, 2007 ; Offerlé, 2009] vont dans le sens d'une approche phénoménologique attentive à la fois aux performances comme action située composée d'échanges de coups et au sens investi par les acteurs en situation. Dans cette perspective, plusieurs pistes de recherche peuvent être brièvement évoquées pour conclure autour des dilemmes pratiques qui conduisent à l'adoption de telle ou telle performance ou combinaison de performances.

Premièrement, dans l'étude des contraintes structurelles pesant sur le recours à tel ou tel mode d'action, il faudrait prendre en compte l'ensemble des dimensions contribuant à la détermination de la place des groupes dans leur environnement en ne se limitant pas aux relations à l'État. Tout particulièrement ici, les contre-mouvements et les adversaires, les éventuelles concurrences entre alliés et concurrents au sein de champs multi-organisationnels complexes. Mais aussi le rôle et la place tenue par les soutiens externes, dont l'importance dans les mouvements à faibles ressources est essentielle, et qui peuvent, parfois, générer des obstacles [Piven, Cloward, 1977 ; Mathieu, 2001]. Enfin, mais la liste ici n'est pas exhaustive, il faudrait être attentif également à tout ce que les choix tactiques doivent aux contraintes spatiales pesant sur les luttes, espace étant entendu ici à la fois comme cadre, moyen, et enjeu des mobilisations collectives [Hmed, 2008 ; Auyero, 2005 ; Sewell, 1996 ; Zhao, 2001 ; Bayat, 1997 ; Gould, 1995].

Deuxièmement, il faudrait ne pas détacher l'observation des modes d'action des significations culturelles qui y sont attachées, tant par ceux qui y ont recours que par les publics et les cibles visés, comme le montre très bien Judith Taylor dans son étude de la lutte des femmes irlandaises pour le droit à l'avortement [Taylor, 2007 ; voir aussi Jasper, 1997 ; Benford, Snow, 2000]. Ce point débouche sur un questionnement autour de la manière dont les protestataires parviennent ou pas à contrer les assignations identitaires auxquelles ils sont cantonnés ou au contraire à déployer des identités stratégiques au moyen de choix tactiques [Einwohner, 1999]. De ce point de vue, et au-delà des identités nominales, un mode d'action est toujours porteur d'un sens, variable selon les contextes de sa mise en œuvre et les acteurs qui le déploient. Ce que par exemple les travaux sur la barricade [Traugott, 1995b ; Corbin, Mayeur, 1997], la marche [*Le Mouvement social*, 2003] ou le recours à la violence par certaines catégories socioprofessionnelles illustrent parfaitement [Monjardet, 1988 ; Sommier, 1993a ; Fillieule, 1997 ; Duclos, 1998].

Troisièmement, les choix tactiques sont aussi à rapporter aux concurrences pratiques et à l'irréductible hétérogénéité de ressources et de savoir-faire mais aussi d'objectifs, au sein même des groupes protestataires.

D'une part, les modes d'action peuvent se lire comme des technologies de mobilisation (faire le groupe et assurer la cohésion du collectif) et de représentation (dire le groupe et gommer toute dissonance), comme nous l'avons montré pour la manifestation [Fillieule, Tartakowsky, 2008]. Ce point dessine un ensemble de questions de recherche encore insuffisamment travaillées, à la fois sur le plan des techniques politiques utilisables et au niveau des effets de renforcement ou d'exclusion des choix tactiques sur tels ou tels segments des collectifs mobilisés. À l'instar par exemple des féministes noires américaines qui ont montré comment la radicalisation du Black Panthers Party s'est traduite par l'invisibilisation et l'exclusion des femmes en son sein [Robnett, 1996]. D'autre part, l'appétence et la compétence pour recourir à tel ou tel mode d'action sont évidemment à rapporter aux dispositions comme aux positions occupées par les individus dans les mouvements. C'est par exemple ce que montre Montlibert [1989] dans son étude sur les sidérurgistes lorrains en grève contre leur licenciement. C'est ainsi que les ouvriers scolairement qualifiés, syndiqués et politisés, issus de familles d'ouvriers qualifiés elles-mêmes militantes, tendent à s'opposer non seulement aux pratiques de retrait ou d'inhibition des ouvriers les plus dominés (les ouvriers spécialisés souvent immigrés, plus âgés et peu diplômés) mais aussi aux tentatives de débordement menées par une partie des ouvriers qui, soit par leur capital culturel, soit par leur trajectoire sociale, soit par leur appartenance religieuse, sont enclins à choisir des moyens de protestation moins institutionnalisés, moins organisés. Aux premiers, véritables « héritiers » de la tradition historique du syndicalisme (il y a des règles, des formes et des moyens qu'il convient de respecter pour se faire respecter) correspondent les seconds qui, novices dans leur engagement, apparaissent comme des « hérétiques » et qui, parce qu'ils n'ont pas d'éducation politique, n'ont aucune idée de ce qui se fait et de ce qui ne se fait pas [voir aussi Sommier, 1993b].

Quatrièmement enfin, pourquoi ne pas prendre au sérieux la notion de performance, employée par Tilly pour désigner les modes d'action ? Performances dans lesquelles une multiplicité d'acteurs s'engagent dans des séquences d'interaction, la plupart du temps structurellement réglées, mais dont les logiques sont aussi à lire et à comprendre au plus près, par l'observation du déroulement des événements et de ce qui meut les participants. Un vaste champ de recherche s'ouvre là dont nous avons tenté de tracer les contours possibles dans un ouvrage récent [Fillieule, Tartakowsky, 2008, chapitre 4]. Contentons-nous de rappeler ici que, dans une perspective écologique, l'on peut d'abord s'attacher à étudier la morphologie même des performances, leur dimension dramaturgique, en s'inspirant par exemple du *Behavior in Public Places* de

Goffman [1963]. Ce type d'approche permet de partir de l'idée selon laquelle les individus pris dans l'action collective engagent des relations sociales d'un type particulier, productrices d'effets, tant sur les individus que sur les groupes et le déroulement de la situation.

Cette question des effets est très complexe et la littérature y répond généralement de manière peu systématique. Il faut ici distinguer trois dimensions : les effets directs sur les participants et indirects sur les publics, qu'ils soutiennent ou s'opposent ; les effets immédiats et à plus ou moins long terme (ce que les individus ou les publics retiennent et retirent de leur participation) ; enfin, et surtout, il faut être attentif à faire la part entre ce qui ressort à proprement parler de la participation à l'action et ce qui plus largement ressort de la participation à un mouvement social. De ce point de vue, si la littérature est finalement assez prolixe sur les conséquences biographiques de l'engagement [Fillieule, 2005b pour une revue], elle est quasi inexistante sur la participation aux actions protestataires [pour des exceptions, voir Fantasia, 1988 ; Blee, 2002 ; Broqua, Fillieule, 2009].

Si la question des effets est si peu travaillée, cela tient à la nécessité, pour y répondre, de mettre en œuvre des protocoles d'enquêtes peu usités. En effet, si les données recueillies *a posteriori* ont ici leur valeur (au moyen de l'enquête historique, comme s'y essaye brillamment Mariot, 2006, à propos des voyages présidentiels en France), elles ne sauraient suffire et rien ne peut ici remplacer le recueil de données en situation, que ce soit par l'enquête [Favre, Fillieule, Mayer, 1997 ; Fillieule, Blanchard, 2005 ; 2010] ou l'observation ethnographique, appuyée idéalement sur un enregistrement audiovisuel systématique des événements [Schweingruber, McPhail, 1999, pour une revue de ces méthodes].

Plus précisément, et dans la lignée des travaux développés par Nicolas Mariot [2006] ce sont trois hypothèses qu'il faudrait systématiquement tester quant aux effets individuels de la participation. Premièrement, les performances seraient des occasions de construction ou de renforcement de la solidarité des groupes et de leur identité. Deuxièmement, elles seraient des moments d'effervescence collective, des rituels de protestation contribuant à la construction de l'adhésion et de l'unanimité. Troisièmement, il y aurait un effet socialisateur de la pratique protestataire. Plus généralement, cette dernière hypothèse renvoie à l'idée que les expériences politiques fournissent des opportunités de socialisation, en plongeant les individus dans une dynamique collective, laquelle se traduit à la fois par une intensification des contacts interpersonnels et une attention accrue aux flux d'information médiatique [Auyero, 2003].

Pour parvenir à répondre à ces trois questions, sans doute faut-il tenir ensemble l'exploration de l'identité sociale des protestataires, des formes différenciées de leur engagement dans la situation, des motifs

enfin qu'ils invoquent pour justifier ce qu'ils font. S'ouvre alors un programme de recherche ambitieux qui renvoie d'une part à l'observation des interactions en situation et la mise en place d'enquêtes permettant de « rendre aux participants leurs états civils. [...] Pour redonner aux individus cette épaisseur sociale dont ils sont privés par les logiques externes d'imputation de croyances à partir de l'observation des comportements » [Mariot, 2001, p. 39]. Ce faisant on évitera l'écueil que l'on voit poindre dans un certain pragmatisme à la française et pour lequel il serait possible d'explorer les « grammaires de la vie publique » « sans passer par les propriétés sociales des acteurs ou par les précédents historiques de leur action » [Cefaï, 2007, p. 254].